

De l'idéologie à la propagande

From Ideology to Propaganda

Abstract: This paper aims at eliminating the traditional negative grasp - in public debates and controversies - of ideology and propaganda. We will analyse here the distinction between these two concepts and we will outline the productivity of this opposition. The political history of the 20th century shows us perfect cases of evolution from ideology to political propaganda. It is very useful to examine the transformations undergone by subjective attitudes and by the imaginaries of various social actors. The most significant example is that of communist ideology, which is a very complex phenomenon.

Ces deux notions, *Idéologie* et *Propagande*, sont aujourd'hui communément disqualifiées dans les débats et les polémiques publics. Le premier de ces deux termes est convoqué pour mettre en accusation une décision ou un projet que l'on suspecte d'archaïsme, d'utopisme ou de démagogie. Et l'on emploie le terme de propagande pour qualifier une pratique malhonnête de travestissement des faits à des fins de manipulation de l'opinion. A ce niveau des discours publics, les deux termes comportent des significations proches, ils évoquent le mensonge, l'illusion, les possibilités de leurres et la malhonnêteté intellectuelle. Et ces deux termes, ainsi employés, se prêtent aux multiples approximations des simplifications et des préjugés.

Nous voudrions, ici, écarter cette confusion, reprendre la distinction entre l'idéologie et la propagande, et souligner la fécondité de l'opposition entre ces termes. Ainsi l'histoire politique du XXème siècle ne nous montre-t-elle pas des cas exemplaires de l'évolution d'une idéologie vers des pratiques de propagande politique ?

N'y a-t-il pas, en effet, des exemples historiques de cette mutation et ne serait-il pas salutaire d'interroger cette mutation en évitant, dans ce domaine, les réponses simplifiantes ? De plus, dans l'enchevêtrement des conditions rendant possible une telle mutation, ne serait-il pas pertinent de privilégier l'examen des transformations des imaginaires et des attitudes subjectives des différents acteurs sociaux ?

L'exemple le plus considérable que nous pouvons évoquer est, assurément, celui de l'idéologie communiste, processus à multiples ramifications dont nous ne saurions épuiser ici les complexités et que nous ne rappellerons qu'en termes d'idéal-type, en distinguant une série d'étapes abstraitement dégagées des complexités socio-historiques.

1. Des utopies à l'idéologie

On peut considérer les premières années du XIXème siècle comme la période de libre gestation et de formulation du projet communiste pendant lesquelles les débats et les essais furent essentiels pour

* Université de Paris 7

l'élaboration de l'idéologie. Dans les années 1830-1850, en France, dans les mouvements et réunions populaires, les discussions sur ce sujet étaient ouvertes aux contestations et le vocabulaire entre les « Réformateurs » était loin d'être unifié. Etienne Cabet avait créé son journal « Le Communiste » dès 1830. Marx avait adhéré provisoirement à un « Parti Communiste », plus imaginé qu'organisé, à la veille de la Révolution de 1848, mais le mot de « communisme » ne faisait aucunement l'unanimité. Il évoquait pour beaucoup le mythe de la « communauté des femmes », mythe dont l'origine antique était ignorée mais qui soulevait plus de rejet que d'intérêt. Les théories dites utopiques des années 1830, le saint-simonisme, le fouriérisme, ont leur place dans cette histoire, animant les critiques, les approbations, la quête des mots et des symboles. Nombre d'écrivains et de penseurs critiques exposent leurs observations et leurs propositions de réformes sociales et politiques : Constantin Pecqueur, Audiganne, Dezamy, Villegardelle, Buchez, Victor Considérant, Eugène Buret ou Louis Blanc, parmi d'autres.

Entre 1815 et 1850, le champ idéologique foisonnait d'inventions sociopolitiques et d'audaces depuis la pensée monarchique jusqu'à l'anarchisme. Les socialismes et le communisme étaient eux-mêmes en opposition avec des idéologies qui leur étaient radicalement adverses. Chateaubriand exaltait la beauté du christianisme traditionnel ; De Bonald théorisait l'Ancien régime et la royauté ; Benjamin Constant redéfinissait le rapport du citoyen à l'Etat libéral ; Lamartine réconciliait les révoltés le temps d'une émeute ; Pierre Leroux, Louis Blanc élaboraient les conditions des dialogues entre les socialismes, Proudhon s'interrogeait, en 1865, sur la « *capacité politique des classes ouvrières* ».

L'histoire de la première Association internationale des travailleurs », de 1865 à 1876, est significative : le mot de « collectivisme » est préféré à celui de communisme, mais d'autres mots les concurrencent : association, émancipation du prolétariat, socialisme, fédéralisme... Après 1871, les thèmes de l'anarcho-syndicalisme participeront à ces querelles de signes qui sont, en fait, des querelles de théories politiques.

La Révolution russe en 1917 dramatise les affrontements politiques, le heurt entre les formations, la recherche d'une unité entre les projets politiques. Les mots pèsent dans les débats. « Syndicalisme révolutionnaire, socialismes divers, Bolcheviks », les distinctions entre les regroupements se font aussi par le choc des désignations. Lénine va prendre, dans cette histoire faite de mouvements rivaux et de prises de position, une place majeure.

C'est dans l'ouvrage de 1902, « *Que faire ?* » que Lénine va participer de façon décisive à la mutation, au passage des recherches et des hésitations d'idées à la théorisation de la propagande par le biais d'une organisation et de la mise en forme d'une stratégie. Lénine va, en effet, tout en se considérant comme fidèle à son adhésion au marxisme, opérer un déplacement essentiel par rapport aux thèses de ses prédécesseurs socialistes et communistes. Il formule alors les conditions du dépassement des discussions et des hésitations, en déplaçant le débat sur les moyens et sur l'efficacité de l'action révolutionnaire. Ce qu'il expose, en 1902 (ouvrage peu lu à cette date mais qui sera décisif après 1917), c'est, non plus l'urgence des débats théoriques, mais l'urgence de créer une institution fortement disciplinée qui sera chargée de soutenir une action politique ferme et unifiée, organe que sera le Parti, organisme qui réunira des professionnels

agissant dans une même orientation, une même ligne politique, aptes à diffuser la « propagande social-démocrate ».

Lénine ne développe pas dans ces pages les théories de Marx, ni n'écrit une version catéchisée du marxisme, mais il fonde les conditions de possibilité d'une propagande unifiée. Ce renversement de perspective se fait à partir de la polarisation vers l'action politique résolument déterminée par la prise du pouvoir. C'est désormais la pratique, l'efficacité politique qui importe et non plus la recherche théorique. Mieux : les débats d'idées qui ont soutenu antérieurement la cause de la révolution, deviennent des obstacles, du temps perdu, des joutes nuisibles à l'action de rassemblement et d'unification. Il s'agit, dans ces pages de 1902, de créer un lieu de pouvoir, un centre qui diffusera des messages identiques.

Dans l'esprit de Lénine, entre 1902 et 1917, ce projet stratégique ne supplante pas la réflexion révolutionnaire. Dans « *L'Etat et la Révolution* », écrit en septembre 1917, il justifiera la thèse du dépérissement de l'Etat et ne cherchera pas à concilier ces thèses et celles de 1902, mais après 1918, son action prolongera ses propositions initiales, son projet d'une organisation centralisée de la propagande révolutionnaire. Le fait que ces deux ouvrages soient distincts, le fait aussi que le second ne cite, ni ne rappelle le premier, met en évidence la conception particulière que Lénine se faisait des rapports entre le projet et le parti, agent de la révolution. Il n' imagine aucunement que l'organe de propagande puisse entrer en contradiction avec le projet révolutionnaire ; conçu comme un moyen d'action, il resterait parfaitement fidèle aux objectifs à la manière d'une société secrète rigoureusement fidèle à sa foi.

2. Du léninisme au stalinisme

Dès avant la mort de Lénine, en 1924, se met en place et s'organise le gouvernement soviétique et s'affirme sa vocation hégémonique. Le discours politique s'approprie les thèses de 1902 en en modifiant profondément l'esprit. Le parti bolchevik s'empare du discours politique comme l'un de ses instruments pour assurer la discipline collective et rendre impossible toute velléité critique de s'exprimer publiquement. Les intellectuels qui étaient, avant 1930, des visionnaires créatifs sont tenus au silence ou arrêtés par la police. Le discours peut se rectifier ou même se renier, mais seule la ligne politique imposée en est le maître. Le discours et son interprétation peuvent être radicalement mensongers comme l'illustrera Georges Orwell dans son célèbre essai, *1984*. Ce qu'ajoute notamment Orwell à l'histoire complexe que nous venons d'évoquer, porte sur l'effet de la transformation dans les mots, dans le langage (la *novlangue*) de la propagande totalitaire. La police des idées se fait, dans cette propagande, par la répétition, et, plus insidieusement, par les mots, dont il montre combien ils construisent un univers fantasmatique et comme virtuel alors même qu'ils constituent un instrument de mort.

Le national-socialisme – Peut-on généraliser cet exemple et ce type de parcours de la vie intellectuelle à la violence par les mots ? Une tentation largement répandue par le concept de « totalitarisme » serait de rapprocher, sinon d'identifier, le processus soviétique et celui du national-socialisme. Bien des aspects nous y autoriseraient : même police de la pensée, même instrumentalisation de l'idéologie (ici nationale et raciale), même efficacité de la propagande pour l'endisciplinement collectif.

Cependant, le cheminement de l'idéologie à la propagande n'est aucunement identique. La divergence est marquée dès les premières années de l'hitlérisme et revêt de tout autres caractères (*Mein Kampf*). En simplifiant les grandes lignes du processus, on peut avancer que le discours nazi n'effectue pas un parcours socio-historique de l'idéologie à la propagande, mais associe, dès ses premières expressions l'idéologie, sa réduction et sa police. Hitler s'en explique dès 1924, dans l'ouvrage écrit en prison et dont le titre évoque l'essentiel de son contenu : non plus s'arrêter aux débats intellectuels sur la politique, mais centrer la réflexion sur l'action à mener et sur les moyens de cette action. Les quelques éléments que l'on peut qualifier d'idéologiques (l'interprétation des rapports de force au sein de la société, la caractérisation « scientifique » du peuple allemand comme une race supérieure, le projet de domination mondiale...), ne sont pas absents mais ils sont intégrés dans un système d'évidences, et ne font l'objet d'aucune élaboration critique. L'urgence de l'action supplante totalement les débats idéologiques.

Dès lors la réflexion sur les moyens devient l'essentiel. Comment diffuser les thèmes du programme politique ? Comment organiser les meetings populaires de telle manière qu'ils suscitent les enthousiasmes ? A quelle heure les commencer compte tenu de la fatigue des ouvriers après leur journée de travail ? Cette fatigue étant un élément favorable à l'adhésion et à l'absence de critique. Toutes ces réflexions composent un manuel technique de la manipulation, comme un savoir spécifique relatif à l'action psychologique.

Dès les premières pages de « *Mein Kampf* » Hitler, expose sa conception de la propagande en l'opposant aux élaborations des intellectuels. La propagande, loin

de s'attarder aux complexités intellectuelles, doit « *se limiter à des points fort peu nombreux et les faire valoir à coups de formules stéréotypées* » (1934, p. 181-182). Elle ne saurait rechercher objectivement les vérités : elle ne doit retenir que celles qui sont favorables à la cause défendue. Ce sont ces quelques idées qui devront être incessamment assénées.

A l'opposé de la réflexion et aux analyses qui visent à atteindre la raison, la pratique de la propagande vise à atteindre l'émotion, à toucher la sensibilité, à « *augmenter la rage et la haine contre l'infâme ennemi* » (*id.* p. 182). Ce choix délibéré répond aux besoins et aux possibilités de compréhension du public auquel cette propagande s'adresse et que Hitler distingue radicalement du public cultivé. Elle s'adresse à la « *grande masse* » qui est composée « *d'êtres humains aussi hésitants que disposés au doute et à l'indécision* », dont la mémoire est courte et qui a « *toujours besoin, dans sa lourdeur, d'un certain temps pour se trouver prête à prendre conscience d'une idée* » (*id.*, p. 168).

Les contenus du discours se trouvent ainsi réordonnés en fonction de l'objectif recherché. Il ne s'agit plus d'assagir les esprits par des considérations historiques ou philosophiques. Il s'agit notamment d'émouvoir, d'atteindre l'affectivité individuelle et collective qui porte à agir et à obéir, et non d'atteindre la réflexion qui porte à l'inaction ou à la critique. Le discours doit se conformer à cet objectif : exalter, enthousiasmer, transmettre et renforcer les manichéismes qui portent à l'amour et à la haine.

Aussi faudra-t-il encore que les sentiments inculqués soient simples et réductibles à la binarité de l'amour et de la haine. Il s'agit essentiellement d'inculquer la fierté de l'appartenance nationale et, à l'opposé, la rage et la haine contre les ennemis. Cette dernière catégorie ne

manque pas de cibles : l'Etat autrichien, les armées anglaises et françaises et, plus encore, les ennemis de l'intérieur, tels les communistes (*ennemis mortels de notre peuple*), ou les juifs (*le bacille dissolvant de l'humanité*).

3. Idéologie et Propagande

Le rapprochement comparatif de ces deux figures historiques, celle du long cheminement de la pensée communiste de 1840 à 1930 et le surgissement du discours national-socialiste illustre bien l'opposition de l'idéologie et de la propagande. Les idéologies (le conservatisme, le libéralisme, le nationalisme, le socialisme...) se constituent au sein d'une recherche collective, traversée d'accords et de désaccords. Le libéralisme se formule à travers John Locke, Montesquieu, Voltaire ou Stuart Mill alors qu'il n'y a pas encore de mot qui puisse le désigner clairement. Le socialisme, en 1840, n'a pas de nom et ses créateurs en font occasionnellement un nom commun sans y percevoir une nouveauté sémantique. C'est d'une ambition de vérité qu'il s'agit et non d'un appel à l'obéissance.

La propagande s'ordonne à l'écart de ces recherches. La question centrale n'est plus : *Que penser ?*, mais, selon, le mot de Lénine : *Que faire ?*. Et, comme il n'y a d'action collective et durable qu'organisée, la propagande comporte un appel, une incitation à la discipline et à l'obéissance. Selon des modalités multiples, le passage de l'idéologie à la propagande est aussi une mutation du pluriel au singulier. En 1845, le communisme est à plusieurs voix et se mêle aux appels des divers « réformateurs », sinon même aux républicains modérés, et cherche à susciter la discussion. Etienne Cabet forge, en 1842, l'expression : « *Propagande communiste* », mais il ajoute en sous-titre : « *Questions à discuter à*

soutenir ou à écarter ». Peu auparavant, il avait proclamé : « *Ma ligne droite, ou le vrai chemin du salut pour le peuple* » ; ces titres et sous-titres reconnaissent la pluralité et le fait que le communisme était alors matière à discussion et soumis à la réflexion des lecteurs. Lorsque le communisme sera, non plus l'une des voix du champ idéologique mais le discours de l'Etat, sa parole sera unique sous la forme d'un pouvoir d'Etat, la pensée dominante séparant la vérité de l'erreur.

Cette mutation du pluriel au singulier suppose, pour être effective, l'organisation d'une institution de production et de reproduction du savoir incontesté. La réalisation de l'homogénéité intellectuelle et affective qui est le but de la propagande, est obtenue par une production quotidienne et contrôlée des interprétations conformes ; elle suppose l'organisation de la production et la docilité des producteurs et des contrôleurs. Intellectuels, littérateurs, journalistes, producteurs de jugements et de normes concernant la chose publique, doivent être formés et contrôlés par un ensemble de censeurs, le plus souvent discrets, pour que les écarts deviennent des trahisons indéfendables. Les interdictions doivent, d'autre part, être soutenus par un régime juridique adéquat.

Cette logique se coordonne en fonction de la conquête du pouvoir. Sous de formes différentes, pendant la Révolution russe, à travers les conflits où s'opposent provisoirement des partis d'une même mouvance : en Allemagne à travers les exclusions de tous les concurrents.

La mutation s'accompagne nécessairement d'une réduction du champ intellectuel et d'une diminution des investigations. La phase de créativité qui est celle de la genèse des idéologies, trouve son terme, et, éventuellement, sa négation radicale dans le silence. La quête des idéologies

en phase de formation était synonyme de questionnements et d'invention de nouvelles questions. Parmi les effets sclérosants du retour à la l'obéissance intellectuelle, sans doute faudrait-il considérer, l'effet insidieux du changement des temporalités. Entre 1815 et 1848, au lendemain de la Révolution et de l'Empire, l'avenir était, pour beaucoup, ouvert à l'inconnu et à l'espoir. Ceux que l'on commence à désigner, non plus comme les « Réformateurs » mais comme les « socialistes », saint-simoniens, fouriéristes, communistes, anarchistes, fédéralistes, ont le sentiment que l'avenir est à inventer, malgré les difficultés du présent. Ils ont la conviction qu'après les agitations des révolutions, l'avenir est à faire.

Mais cette mutation fut-elle seulement une mutation intellectuelle, un changement dans le domaine des idées ? Ou notre attention aux écrits, aux livres, aux changements des visions du monde, seraient-elles une facilité, un préjugé raisonnable, certes, car les imaginaires communs, les idées collectives ont des conséquences multiples, et donc les propagandes aussi, une efficacité trop démontrée par l'histoire ? La mutation de l'idéologie à la propagande ne correspond-elle pas aussi, à un changement des attitudes, des affects, et, pour certains, jusqu'à un changement corporel ?

A ces réflexions sur l'efficacité des thèmes de propagande par leur violence symbolique, s'ajoutent des remarques sur la diffusion des messages par les gestes et la massification. La réunion des individus favorise la réassurance de la foule comme elle facilite l'exaltation collective. Dans la vie quotidienne, à l'écart de la scène politique, le simple geste de salut au chef suprême n'est pas sans finalité. Arrêté comme communiste en 1938 et Interné dans un camp de concentration, Bruno Bettelheim notait combien ces thèmes pouvaient être repris, ressassés et diffusés

par la simple répétition de gestes comme le salut au chef : « *Pour les disciples de Hitler, saluer plusieurs fois par jour, c'était s'affirmer, et affirmer sa puissance.... Pour l'opposant au régime, le salut avait exactement l'effet contraire* » (Bettelheim, 1979). Ainsi le simple salut maintes fois répété, tel un fragment de propagande, renforçait, chez l'adepte, ses sentiments de puissance, alors que chez l'opposant, il induisait un conflit entre l'affirmation extérieure de docilité et ses réticences cachées, suscitant une contradiction psychique. Une boucle se forme et se renforce : la propagande concilie le maître du langage et la sensibilité du citoyen docile, la répétition du geste proclame et confirme l'identification expressive et le culte du chef suprême. L'opposant, quant à lui, se trouve menacé dans son intégrité et incité à se soumettre pour échapper à la souffrance psychique de la contradiction.

Le XXème siècle a ainsi présenté deux figures contrastées de la mutation de l'idéologie vers la propagande. Dans le premier cas, celui du communisme, il s'agit d'une longue histoire où les discussions des idées ont connu des phases de haute créativité : les années 1820-1870 – la Révolution russe – la révolution allemande de 1919... Dans le second cas, le discours initial réduit l'idéologie à un dogme minimal et local : la lutte des races pour la domination et l'orgueil d'un Etat-nation. Dans le premier cas, l'idéologie a une vocation révolutionnaire universaliste et sa régression en propagande se fait par la négation de ses idéaux premiers. Dans le second, on ne peut repérer de moment idéologique précédant la phase de régression dans une propagande ; le processus de propagande est proclamé dès le départ, dans le silence d'un prison, et subordonne les quelques éléments idéologiques (le racisme, le culte du chef, l'Etat racial...) à la technique de manipulation des masses.

Cependant et malgré ces évidentes oppositions, le rapprochement reste troublant et l'on ne peut, sans plus d'hésitation, affirmer que ces deux mutations sont absolument sans rapports entre elles. Il reste que la propagande n'est pas sans quelques liens avec l'idéologie, même si cette dernière s'est trouvée caricaturée. Il reste que des mots du vocabulaire marxiste (l'égalité, le travail collectif...) servirent de relais à la production du discours de propagande, comme des mots de l'idéologie nationaliste servirent de matériau à la propagande nazi.

Ces rapprochements possibles peuvent nous conduire à reformuler cette question de la transition, de la mutation, dans l'histoire du XX^{ème} siècle marquée par des configurations sociopolitiques en partie nouvelles, des contradictions d'un nouveau type, chocs de nations, de religions, ou, dit-on encore, de civilisation. Dans ce paysage inconnu aux siècles précédents, la problématique de la mutation de l'idéologie à la propagande trouve-t-elle à se reproduire ou à se renouveler ?

4. De l'idéologie à la propagande

Il serait présomptueux de prétendre répondre suffisamment à cette question. On ne prétendra ici qu'esquisser quelques doutes sur certaines certitudes rassurantes. Il conviendrait, pour répondre suffisamment, partir d'une recension des situations ambiguës pour mettre en évidence des éléments communs à ces mutations. Si la fin de la seconde guerre mondiale puis la fin de l'Empire soviétique ont fourni des arguments à la théorie de « *la fin des idéologies* », le « retour des religions » dans les luttes idéologiques des guerres au Moyen Orient et autres lieux, ont, dans une large mesure, dissipé des espoirs.

Plusieurs illusions se sont trouvées considérablement affaiblies. On pouvait penser, après la condamnation du régime nazi, que la violence politique ne pouvait se renouveler, et que le monde était appelé à connaître une extinction des idéologies meurtrières. Ou encore pouvait-on imaginer qu'une société individualiste fermement tournée vers les jouissances personnelles serait, en quelque sorte, immunisée contre les fureurs des idéologies. Le retour des religions oblige à se défaire de ces illusions.

Mais ce serait une autre illusion que de penser les religions comme des ensembles immobiles, comme des systèmes symboliques structurant un univers sociopolitique sans changement. Les mouvements sociaux engagés dans les guerres de décolonisation ont pu se dérouler au sein de nations fortement attachées à leurs rites et à leurs croyances. Cette histoire a fait apparaître, non la disparition des mutations idéologiques, mais un autre modèle de ces mutations. Ainsi l'idéologie marxiste a-t-elle été largement reprise dans les populations musulmanes suscitant provisoirement les craintes des autorités religieuses de voir régresser l'autorité de la foi. En réalité, le recours au marxisme a fourni des justifications à des mouvements nationalistes selon des appropriations provisoires et participant à l'histoire de ces libérations.

Cet exemple de l'idéologisation des mouvements anti-colonialistes peut éclairer d'autres phénomènes de mutation idéologique et d'évolution vers la propagande. En fait, d'autres mutations se produisirent, liées, en premier lieu aux situations conflictuelles, entraînant des schématisations, des reconstructions imaginaires du passé, tout un vocabulaire en rapport avec le conflit. Les schématisations de la propagande n'étaient pas sans rapport avec la radicalisation des combats.

La formation des renforcements et les affaiblissements des identités sociales obéissent à des dynamiques comparables. Le terme d'idéologie est sans doute inapte pour une population pacifique, peu soucieuse de rapports avec l'extérieur et peu sensible à leur propre différence. Mais, comme on le constate dans les situations où des risques sont rencontrés, lorsque des agressions viennent troubler l'ordre quotidien et la sécurité, des représentations défensives et agressives se renforcent, des visions du monde qui se constituent en idéologies politiques.

5. Et en démocratie, aujourd'hui ?

Les adeptes des différentes idéologies ont tendance à attribuer aux idéologies adverses la propension à ces mutations qui conduisent, éventuellement, aux affrontements. Les guerres contemporaines ne manquent pas de reproduire ce schéma commun selon lequel les représentants des deux camps proclament leur désir de paix et de réconciliation et attribuent à leur ennemi la tendance à l'irrationalité et à la crédulité des propagandes.

Mais ne devrait-on pas inverser ces accusations et attribuer aux situations du conflit, cette mutation de l'idéologie à la propagande ? Ne peut-on pas soutenir que la dynamique de réduction est issue, moins des contenus de l'idéologie que de la dynamique de la tension et du conflit ? Bien des situations contemporaines plaident pour la confirmation de cette hypothèse.

Dans les conflits contemporains où s'affrontent, soit des religions différentes, soit des Etats proclamant, les uns la fidélité aux principes démocratiques, les autres la fidélité à l'identité religieuse de leur peuple, cette hypothèse trouve, nous semble-t-il, sa confirmation. Quel que soit

le contenu des croyances religieuses, et leurs divergences théologiques, elles appellent toutes au rassemblement des croyants et à la répétition pacifique de leurs rituels. Cependant les conflits d'intérêts, la volonté d'expansion des territoires, les tendances fortes aux épurations ethniques, les désirs de venger les humiliations du passé, conduisent aux schématisations du langage faisant de l'Autre une image haïssable et une réincarnation satanique. Et, face à cette propension aux propos de religions devenues guerrières, le discours adverse ne manque pas de recourir à des schèmes de pensée comparables, revenant aux modes de pensée archaïques et de fondamentalismes pour faire, réciproquement, des adversaires, des images maléfiques.

Cette hypothèse générale, ne permet-elle pas de rendre compte, du moins partiellement, des risques de transformation régressive des idéologies démocratiques, de leur régression civilisationnelle face aux entreprises adverses, telle le terrorisme ?

Cette mutation, de l'idéologie à la propagande, peut-elle être repérée aujourd'hui dans les sociétés que l'on qualifie communément de démocratique ? La question présuppose que l'on puisse aujourd'hui reconnaître un mode de réalité aux idéologies contemporaines et valider ainsi la distinction entre l'idéologie et la propagande.

La régression du terme d'idéologie a été communément expliquée par la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin. La thèse de « la fin des idéologies » a été, à partir des années 60, contemporaine de symptômes cumulés, puis de l'affaiblissement, dans les nations occidentales, de l'idéologie communiste. Mais peut-on réserver ce terme aux seuls « *grands récits* » ? Contrairement à cette théorie (ou ce mythe) de la disparition des idéologies,

n'assistons-nous pas à une diversification, et à une multiplication de ces systèmes de pensée collective et de ces imaginaires sociaux qui fournissent à un groupe, dans l'unité ou la rivalité, des modes de signification, des légitimations communes en rapport avec des modes d'action communs ? La querelle des mots ne doit pas détourner de la prise en compte de ces symbolisations.

En démocratie où demeure une certaine liberté d'expression, les rivalités partisans, ne sont-elles pas le signe et, simultanément, la condition de la pluralité des idéologies ? On ne suppose pas que les électeurs de droite, de gauche ou du centre, adhèrent avec ferveur aux idéaux et aux valeurs proclamés par les leaders politiques en compétition. Mais ces leaders ne peuvent éluder la tâche de mettre en forme des objectifs déterminés, en les opposant aux objectifs défendus par leurs rivaux. Par delà les querelles de personnes et les silences concernant les intérêts en compétition, une élection au niveau national est l'occasion d'une confrontation des significations, des programmes et des projets, dans un discours que l'on s'efforce de rendre cohérent.

D'autre part, les identités sociales, les dites « communautés » qui structurent le communautarisme au sein des Etats-nations, ne sont-elles pas porteuses de systèmes d'adhésion et de reconnaissance réciproques donnant sens aux « être ensemble » ? Sans doute, certaines de ces identités sont-elles peu exigeantes en termes de visibilité sur la scène politique, d'autres plus agressives et toutes traversées de débats et, éventuellement de désaccords. Mais dès lors que l'opposition des « nous » et des « eux » est fortement intériorisée par les subjectivités et renouvelée dans les représentations sociales n'est-il pas adéquat de recourir au concept d'idéologie, puisqu'il s'agit bien de système

organisé de représentations sociales propice aux distinctions et aux exclusions ?

La critique fréquente selon laquelle les idéologies politiques s'effaceraient actuellement au profit des gestions raisonnables peut avoir, en certaines périodes et en certaines situations une certaine pertinence, elle est loin, cependant, de se vérifier au niveau des relations entre Etats-nations, entre les religions et entre les identités sociales et les sentiments d'appartenance.

Dans ce tableau éminemment complexe, où, aujourd'hui, s'opposent par delà les lignes nationales de conflits, les multiples causes proclamées légitimes, on ne saurait s'étonner que le processus de l'idéologie à la propagande ne soit l'un des processus caractéristiques de la scène politique en démocratie. Sans reproduire la violence propre à de tels processus au sein des régimes totalitaires, l'une des tâches qui s'impose aux leaders politiques est de persuader les électeurs et, pour ce faire, de « propager » leurs messages pour leur prêter un poids dans la compétition. Ce projet prend notamment la forme du recours aux divers medias qui deviennent ainsi l'enjeu et leur utilisation un moyen majeur des affrontements politiques. Tous aspirent à réaliser la « mutation », la « réalisation », moment-clef qui est aussi le passage à l'organisation.

Les pièges ne manquent pas qui entretiennent des potentialités d'agression. Si, d'une part, l'individualisme rend tolérant à un certain humanisme, d'autre part, les communautarismes qui, à l'opposé, rassemblent des individus à partir de leur identité, aussi imaginaire qu'elle puisse être, les enserrent en d'autres frontières qui se font défensives et agressives, pouvant exacerber les désirs de domination. Ainsi peut-on douter que nos sociétés démocratiques soient immunisées contre les risques de régression de l'idéologie à la propagande.

Toutes ces dimensions comportent plus de contradictions que de cohérence et ces complexités protègent sans doute nos sociétés des drames du siècle précédent, mais le «désenchantement du monde»

qui se confirme dans la régression des idéologies en propagande, comporte les propres risques dont il vaut mieux eux mesurer l'importance.

REFERENCES

- AKOUN, André, *La communication démocratique*, Paris, P.U.F, 1995.
 ANSART, Pierre, *La Gestion des passions politiques*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1983.
 BALANDIER, Georges, *Le grand système*, Paris, P.U.F. 2001.
 BETTELHEIM, Bruno, *Survivre*, Paris, Editions Robert Laffont, 1979.
 BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Paris, Editions du Seuil, 2004.
 DORNA, Alexandre et QUELLIEN, Jean, (dir.), *Les Propagandes : actualisations et confrontations*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2006.
 ELLUL, Jacques, *Propagande*, Paris, Armand Colin, 1963.
 HALIMI Serge et VIDAL Dominique, *L'opinion, ça se travaille. Les médias et les « guerres justes »*, Ed. Agora, 2006.
 HITLER, Adolf, *Mein Kampf*, Paris, Nouvelles Editions latines, 1934.
 LAZARFELD, Paul, *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1948.
 LENINE, Vladimir Ilitch, *Que faire ?* Paris, Editions sociales, 2004.
 RICH, Frank, *The Greatest Story Ever Sold : The Decline and Fall of truth from 9/11 to Katrina*, Penguin Press, 2006.
 TCHAKHOTINE, Serge, *Le viol des foules*, Paris, Gallimard, 1951.